



# Assemblée générale

Distr. générale  
30 décembre 2008  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-troisième session

Point 131 de l'ordre du jour

### **Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

#### **Rapport de la Cinquième Commission**

*Rapporteur* : M. Patrick A. Chuasoto (Philippines)

## **I. Introduction**

1. À sa deuxième séance plénière, le 19 septembre 2008, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-troisième session la question intitulée « Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné la question à ses 23<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> séances, les 15 et 23 décembre 2008. Les déclarations et observations faites à cette occasion sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/63/SR. 23 et 28).
3. Aux fins de l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :
  - a) Premier rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2008-2009 du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (A/63/559);
  - b) Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/63/595);
  - c) Rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite à la résolution 1800 (2008) du Conseil de sécurité relative à la nomination de juges ad litem au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (A/62/809);



d) Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/62/7/Add.38).

## **II. Examen du projet de résolution A/C.5/63/L.16**

4. À sa 28<sup>e</sup> séance, le 23 décembre, la Commission était saisie du projet de résolution intitulé « Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 » (A/C.5/63/L.16), déposé par son Président à l'issue de consultations officieuses coordonnées par le représentant de l'Angola.

5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/63/L.16 sans le mettre aux voix (voir ci-dessous, par. 6).

### III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution dont le texte suit :

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* les rapports du Secrétaire général, à savoir le rapport sur les prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 2008-2009 concernant le Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991<sup>1</sup>, le premier rapport sur l'exécution du budget du Tribunal pour l'exercice biennal 2008-2009<sup>2</sup> et le rapport sur les prévisions révisées comme suite à la résolution 1800 (2008) du Conseil de sécurité sur la nomination au Tribunal de juges *ad litem* supplémentaires<sup>3</sup>,

*Ayant examiné également* le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et les recommandations qu'il contient<sup>4</sup>,

*Ayant examiné en outre* les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>5</sup>,

*Soulignant* que l'équilibre entre les principaux organes de l'Organisation doit être pleinement respecté et maintenu, compte tenu des compétences et des mandats que la Charte attribue à chacun,

*Réaffirmant* que, selon la Charte, c'est à elle qu'il appartient d'examiner toutes les questions budgétaires,

*Rappelant* sa résolution 47/235 du 14 septembre 1993, relative au financement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, et ses résolutions ultérieures sur la question, dont la plus récente est la résolution 62/230 du 22 décembre 2007,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur les prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 2008-2009 concernant le Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991<sup>1</sup>, du premier rapport sur l'exécution du budget du Tribunal pour l'exercice biennal 2008-2009<sup>2</sup> et du rapport sur les prévisions révisées comme suite à la résolution 1800 (2008) du Conseil de sécurité sur la nomination au Tribunal de juges *ad litem* supplémentaires<sup>3</sup>;

2. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans ses rapports<sup>5</sup>;

3. *Réaffirme*, dans le contexte de toutes les décisions du Conseil de sécurité relatives aux opérations de maintien de la paix, ses propres prérogatives en matière administrative et budgétaire;

<sup>1</sup> A/63/513.

<sup>2</sup> A/63/559.

<sup>3</sup> A/62/809.

<sup>4</sup> A/63/5/Add.12.

<sup>5</sup> A/63/595 et A/62/7/Add.38.

4. *Rappelle* que, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies<sup>6</sup>, c'est au Secrétaire général qu'il appartient de soumettre des propositions budgétaires;

5. *Invite* le Secrétaire général à communiquer à tous les organes intergouvernementaux les renseignements voulus concernant les procédures à suivre pour les questions administratives et budgétaires;

6. *Prie* son président de porter la teneur de la présente résolution à l'attention du Président du Conseil de sécurité;

7. *Décide* d'inscrire au Compte spécial du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, pour l'exercice biennal 2008-2009, un crédit révisé d'un montant brut total de 376 232 900 dollars des États-Unis (montant net : 342 332 300 dollars) qui se décompose comme indiqué dans l'annexe à la présente résolution;

8. *Décide également* de répartir entre les États Membres pour 2009, conformément au barème des quotes-parts applicable en 2009 pour la répartition des dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation, un montant brut de 101 158 400 dollars (montant net : 91 981 800 dollars), y compris le montant brut de 14 333 000 dollars (montant net : 12 930 100 dollars) de l'augmentation du montant à mettre en recouvrement;

9. *Décide en outre* de répartir entre les États Membres pour 2009, conformément aux taux applicables en 2009 pour la répartition des dépenses des opérations de maintien de la paix de l'Organisation, un montant brut de 101 158 400 dollars (montant net : 91 981 800 dollars), y compris le montant brut de 14 333 000 dollars (montant net : 12 930 100 dollars) de l'augmentation du montant à mettre en recouvrement;

10. *Décide* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des sommes réparties en application des paragraphes 8 et 9 ci-dessus la part de chaque État Membre dans le montant de 18 353 200 dollars dont elle approuve l'inscription au Fonds de péréquation des impôts, lequel comprend le montant de 2 805 800 dollars qui correspond à l'augmentation du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvé pour le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie au titre de l'exercice biennal 2008-2009.

---

<sup>6</sup> ST/SGB/2003/7.

## Annexe

**Financement du Tribunal international chargé de juger  
les personnes accusées de violations graves du droit  
international humanitaire commises sur le territoire  
de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

	<i>Montant brut</i>	<i>Montant net</i>
	<i>(En dollars des États-Unis)</i>	
1. Crédit initialement ouvert pour l'exercice biennal 2008-2009 (résolution 62/230)	347 566 900	316 472 100
À ajouter :		
2. Prévisions révisées pour l'exercice biennal 2008-2009, après actualisation des coûts (A/63/513 et A/63/595)	15 548 100	14 455 500
3. Premier rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2008-2009 (A/63/559)	13 117 900	11 404 700
4. Montant révisé du crédit prévu pour l'exercice biennal 2008-2009	376 232 900	342 332 300
À déduire :		
5. Recettes prévues pour l'exercice biennal 2008-2009	(265 300)	(265 300)
6. Contributions mises en recouvrement en 2008	173 650 800	158 103 400
7. Solde à mettre en recouvrement en 2009	202 316 800	183 963 600
Dont :		
8. Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres selon le barème des quotes-parts applicable pour la répartition des dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour 2009	101 158 400	91 981 800
9. Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres selon les taux applicables pour la répartition des dépenses des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies pour 2009	101 158 400	91 981 800